

Ouverture commerciale en Algérie : Un choix défavorable pour le secteur industriel.

Kadi Mohamed

Centre de Recherche en Économie Appliquée pour le Développement (Cread), Alger, Algérie.

Kadimohamed8@gmail.com

Résumé—En Algérie, le constat des effets de l'ouverture commerciale sur la dynamique de création d'emploi reste nuancé. Cette communication a pour objet d'identifier l'effet de cette ouverture sur le marché du travail dans le secteur manufacturier. Dans un premier temps, nous analysons grâce à une panoplie de statistiques, la situation du secteur manufacturier en Algérie et dans un deuxième temps, nous évaluons l'impact de l'ouverture commerciale (exportation / importation) sur la création nette d'emploi. Les résultats de cette étude nous indiquent que l'ouverture n'est pas toujours bénéfique en matière de création d'emplois, telle qu'elle est définie et approuvée par les partisans de la théorie classique, du moins pour un pays mono exportateur tel que l'Algérie.

JEL Classification: F16; J23 ; L16

Mots clé: Emploi; Ouverture commerciale; Secteur manufacturier.

I. INTRODUCTION

La communauté scientifique et les organismes internationaux tels que le Fond Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale (BM) et l'OCDE, ont avancé qu'il existe un rapport positif entre l'ouverture de l'économie et la dynamique de création d'emplois. Cependant, des études empiriques récentes montrent que cette relation positive n'est pas toujours vérifiée, en particulier pour le cas des pays en voie de développement. Ces études nous renseignent, à titre d'exemple, que l'impact de l'ouverture commerciale sur l'emploi, dans les pays de la rive sud de la méditerranée comme la Tunisie et le Maroc, reste limité à certains secteurs (Boussida, 2004 ; Palméro et Roux ; 2010).

Pour l'Algérie, la libéralisation de son économie au début des années 1990 a eu sans doute des conséquences sur l'emploi et l'absence d'études concernant ce sujet rend difficile l'analyse de la relation qui existe entre l'ouverture commerciale et l'emploi.

L'objet de ce travail consiste à vérifier quantitativement l'effet de l'ouverture de l'économie algérienne sur le mouvement de création et de destruction d'emplois dans l'industrie manufacturière, depuis le début des années 1990, en appliquant la méthode du contenu en emploi des échanges et une analyse économétrique. Cela permettra par la

suite, d'identifier les branches industrielles potentiellement dynamiques d'emploi en Algérie.

Pour mener à bien ce travail, nous avons constitué deux hypothèses: H1: l'activité d'exportation améliore le stock de l'emploi dans toutes les branches d'activité du secteur industriel tandis que les importations le détruit. H2: le choix d'ouverture de l'économie algérienne, dans les conditions actuelles, n'est pas favorable à la dynamique de création d'emplois et de richesse.

II. ÉLÉMENTS THÉORIQUES SUR LES APPROCHES QUANTITATIVES

Dans l'article intitulé « dynamique sectorielles et emplois au Maroc » (2010), Palméro et Roux ont indiqué qu'il existe trois approches conceptuelles traitant la relation emploi-ouverture de l'économie. La première approche, explique cette relation par les effets de la croissance dynamique liée aux externalités et aux effets d'entraînement des économies. La deuxième approche explique que cette relation passe par un mode d'insertion de l'économie à la globalisation qui passe généralement par une hausse des exportations des produits primaires, par la sous-traitance des activités à faible intensité technologique. La dernière approche est fondée sur le principe de la réallocation statique de l'emploi suite à l'ouverture.

La littérature relative à cette thématique s'inscrit dans la troisième approche, fondée sur la théorie des avantages comparatifs ricardienne (Palméro et Roux, 2010). Cette approche permet de mesurer quantitativement les gains et les pertes d'emplois suite à l'ouverture. Cette analyse indique que l'accroissement des échanges conduira à la hausse significative des emplois dans les secteurs exportateurs et à la baisse dans les secteurs concurrencés par les importations. Cela permettra la réallocation du facteur travail dans des secteurs concurrencés vers les secteurs moins concurrencés, ce qui génère un effet net positif sur l'emploi (Palméro et Roux, 2010). Cependant, la validité de ce résultat reste nuancée et suscite un débat permanent. En effet, Corte et al (2005) indiquent que cette démarche statique ignore les interactions dynamiques entre l'ouverture et les capacités internes de l'économie à générer de la croissance et de la productivité. D'autres éléments ont été rajoutés par la nouvelle théorie du commerce international, tels que le progrès technologique, les

économies d'échelles et les externalités négatives. La prise en compte de ces éléments rend l'analyse et l'interprétation des résultats plus complexes.

Dans notre analyse et à défaut de disponibilité de données et de difficulté de mesure, nous avons opté pour une analyse quantitative, sur une série statistique de 20 ans (1992 à 2011), en se basant sur les travaux de Menegaldo, Palméro et Roux, (2004) ; Boussida (2004). Ces tentatives, qui sont de natures empiriques, ont essayé de souligner cette relation en utilisant : soit une approche dite traditionnelle des effets des échanges sur l'emploi par le calcul du contenu en emploi des échanges, soit par une analyse économétrique des effets de l'ouverture sur la création et la destruction d'emplois par branche du secteur industriel.

A. le contenu en emploi des échanges

Les soubassements théoriques de la méthode de calcul du contenu en emploi remontent aux travaux de Leontief (1953/1956) sur l'économie américaine. Cette méthode mesure le solde comptable de création d'emplois supplémentaires issus des opérations d'exportations et celui des emplois perdus lors des opérations d'importations. Il s'agit de compter les emplois directs qui interviennent dans la production d'un bien et les emplois indirects incorporés dans la consommation intermédiaire nécessaire à la fabrication de ce bien. Un surplus étant supposé améliorer la situation de l'emploi, un déficit la dégrader (Gave, 1996). Le calcul se base sur des hypothèses simplifiées et qui supposent que la suppression des flux commerciaux ne modifie pas la nature des biens, des prix, des salaires, la productivité et les goûts des consommateurs.

Cette substitution des produits importés par des produits domestiques est supposée réalisable sous l'hypothèse de l'homogénéité des valeurs et des quantités entre les produits importés et les produits domestiques. En effet, cette approche suppose que les biens importés ou exportés et les biens domestiques sont produits avec les mêmes techniques et les mêmes procédés de production.

BORJAZ et al (1991) ont utilisé la même formule de calcul pour estimer le stock d'emploi contenu dans les produits échangés des États-Unis, exprimés en termes monétaires, durant la période 1967-1985. Ils ont trouvé que le stock net de contenu en emploi des échanges est très faible, donc l'effet positif de l'ouverture sur l'emploi n'est pas vérifié. Par contre, Boussida (2004), pour le cas de l'économie Tunisienne, a trouvé que l'accélération des flux d'échanges a amélioré la situation de l'emploi dans toutes les branches du secteur industriel durant toute la période considérée (1975 - 1999).

L'une des limites qu'on peut attribuer à cette méthode, est qu'elle repose sur un fondement théorique peu rigoureux (Mrabet, 2010). En effet, l'hypothèse de l'identité dans la structure productive et dans la productivité du travail pour tous les partenaires commerciaux, c'est-à-dire la présence d'un

état autarcique où les prix, les technologies et la productivité de travail, sont similaires dans les pays partenaires. L'autre limite qu'on peut attribuer à cette méthode, c'est l'hypothèse de la rigidité des salaires et l'immobilité des facteurs de production. Ceci implique une neutralité des effets de changement des prix sur les quantités de biens échangés.

Même si elle est considérée, par certains auteurs, comme étant une approche statique. Dans le cadre de notre travail, nous allons essayer d'appliquer cette méthode sur les échanges commerciaux du secteur manufacturier algérien, ce qui permet d'avoir une lecture globale de cette relation existante entre les échanges commerciaux et la création d'emploi.

B. les méthodes économétriques

Plusieurs auteurs tels que Wood (1995) ; Boussida (2004) ; Mrabet, (2010) ; ont utilisé une approche économétrique pour expliquer l'effet de l'ouverture d'une économie sur son marché de travail. Palméro et Roux (2010) ont étudié les flux de création et de destruction des emplois dans le secteur manufacturier (IAA, ICPC, IEE, IMM et L'ITC) comparés entre deux régions : l'Asie (Indonésie et la Malaisie) et la Méditerranée (Maroc, Tunisie et la Turquie), durant la période allant de 1985 jusqu'à 2001. L'analyse économétrique en donnée de panel a révélé que sur le long terme, la libéralisation du commerce de deux groupes de pays soit destructrices d'emplois industriels aussi bien pour les pays Asiatiques que pour les pays Méditerranéens. Mais sur le court terme, l'amélioration globale de l'emploi industriel repose sur plusieurs branches telles que l'IEE, l'ITC et l'IMM, alors que pour les pays méditerranéens, seule la branche textile-habillement est porteuse de la dynamique totale.

Olivier Cortes et Sébastien Jean (1997) ont étudié l'impact du commerce extérieur sur la dynamique sectorielle de création d'emplois dans trois pays développés, à savoir : la France, l'Allemagne et les États-Unis. Ils ont constaté que pour les trois pays considérés, les gains de productivité agissent sur l'emploi en générant un effet de compensation des secteurs les plus productifs vers les moins productifs. Ils ajoutent qu'à une production inchangée, la perte en termes d'emploi est constatée dans les secteurs qui enregistrent un gain de productivité plus élevé. Ce gain de productivité entraîne une baisse des prix, une hausse des salaires, une hausse des profils, ce qui provoque une hausse de la rémunération des salaires et du capital.

III. STRUCTURE D'EMPLOI ET SYSTÈME PRODUCTIF EN ALGÉRIE

Les différentes réformes économiques, à caractère global ou sectoriel, engagées depuis une vingtaine d'années par les pouvoirs publics en Algérie ont visé, l'instauration des règles

de l'économie de marché et du rétablissement des grands équilibres macroéconomiques. Cependant, la caractéristique de l'Algérie qui est une économie mono-exportatrice des hydrocarbures rend plus difficile toute tentative de mise en œuvre d'une politique qui permet à la fois d'assurer un développement économique harmonisé et réduire le niveau du chômage.

Par ailleurs, l'examen du marché de travail en Algérie, durant la période 1990-2011, a révélé que le chômage apparaît comme un problème de fond. Les pouvoirs publics essaient à travers des politiques et des programmes d'absorber le maximum de chômage par la création des postes d'emplois financés généralement par des organismes créés à cet effet (ANEM, DAS). Cette période est caractérisée par des réformes économiques et par de profondes mutations du marché du travail. Comme conséquence, de fortes pertes d'emplois sous l'effet des opérations de restructuration, de privatisation et de fermeture ayant concerné les entreprises publiques de tous les secteurs d'activité et en particulier le secteur manufacturier durant la période allant de 1990 à 1999. Cependant, une reprise à la hausse de la population occupée, durant la période allant de 2000 à 2011, expliquée par la mise en œuvre des dispositifs d'aide à la création d'emploi (ANEM et DAS) et la dynamique qu'a connu le secteur privé, notamment l'émergence du secteur des petites et moyennes entreprises (PME) du secteur des services et du commerce. La situation actuelle du marché du travail et les implications d'une politique nationale de l'emploi, orientée vers une gestion active, nécessite une politique d'accompagnement du secteur industriel.

A. emploi et création de richesse

La capacité à générer de l'emploi se diffère d'un secteur à un autre compte tenu de l'intensité capitaliste et de la capacité à générer de la richesse (Palméro et al, 2010). Pour le cas de l'Algérie, le secteur du commerce et des services est considéré comme le noyau dur de la création d'emploi après l'effondrement du tissu industriel et agricole durant les années 80 et 90.

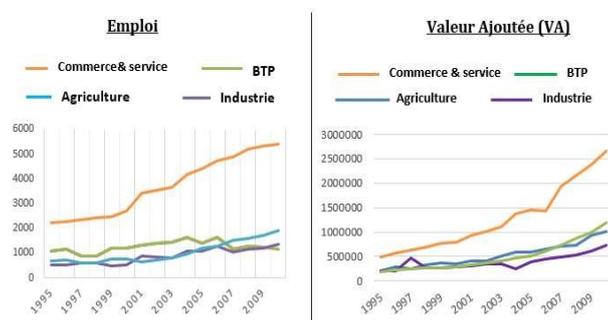


Fig.1 Variation comparée entre l'emploi et la valeur ajoutée (1992 - 2011) des principaux secteurs d'activité

Ces deux graphiques mettent en évidence le rôle grandissant du secteur tertiaire (Commerce et service) à la création d'emplois et de richesse. Durant toute la période considérée, la valeur ajoutée générée par le secteur du commerce et des services tire la valeur ajoutée globale vers le haut, tandis que les secteurs de l'agriculture, du BTP et de l'industrie évoluent moins vite.

À partir de 2001, le secteur du commerce et des services enregistre une croissance de la valeur ajoutée supérieure par rapport à l'ensemble des secteurs, portée essentiellement par les dépenses d'équipement des services administratifs qui ont connu une croissance significative, à partir de 2001. Durant la même période, l'écart en termes d'emploi est de plus en plus important, expliqué par la mise en œuvre des différents dispositifs d'aide et d'accompagnement à la création d'entreprises (ANSEJ, CNAC...etc.) et de création d'emplois tels que l'ANEM et DAS.

B. contribution sectorielles à la variation de l'emploi et de la valeur ajoutée

Le graphique ci-dessous montre la contribution des différents secteurs à la création de la richesse et de l'emploi durant les deux sous-périodes (1995-2001) et (2002-2011). En effet, le secteur de commerce et des services est marqué par une progression nette en termes d'emplois et de valeur ajoutée. Cela s'explique par la reconfiguration qu'a connue l'économie algérienne à partir de 2001, qui se fonde de plus en plus sur l'économie des services. Par contre, les secteurs de l'industrie et de l'agriculture enregistrent une régression en matière de valeur ajoutée et d'emploi durant les deux sous période. Cette situation s'explique par la difficulté de mise en place des politiques visant à diversifier l'économie algérienne malgré les tentatives qui ont accompagné les deux plans quinquennaux à savoir : le plan de soutien à la relance économique (2002/2004) et le plan complémentaire de soutien à la croissance (2005/2009). Ces deux programmes ont été lancés dans l'objectif de booster la croissance économique hors hydrocarbure et de créer un équilibre du marché de travail. Ajoutant à cela, les effets de l'ouverture commerciale et des programmes d'ajustement structurel qui ont perturbé le cycle de développement des secteurs tels que l'industrie et l'agriculture.

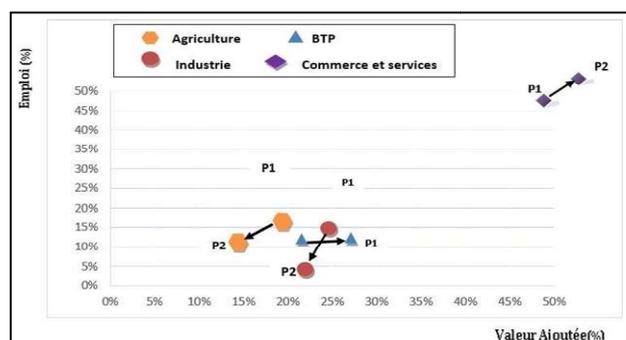


Fig. 3 Contribution sectorielles à la variation de l'emploi et de la valeur ajoutée durant les deux sous périodes 1995-2001 et 2002-2010.

Cette situation a permis au secteur public de devenir le premier employeur, notamment pour les jeunes diplômés, dans le cadre des dispositifs d'aide à la création d'emplois tels que l'ANEM et DAS.

Le secteur du commerce et des services est devenu le secteur porteur de la croissance et de l'emploi. Cependant, le secteur de l'agriculture et de l'industrie sont les secteurs qui contribuent moins.

C. quelques faits stylisés du secteur manufacturier en Algérie

Pour mieux visualiser le comportement tendanciel de différents indicateurs du commerce extérieur, nous avons constitué une représentation graphique des variables telles que l'emploi, la part des exportations dans la valeur ajoutée (XVA) et la part des importations dans la valeur ajoutée (MVA). Ces variables ont été prises en logarithme, pour avoir la même unité de mesure pour chaque branche industrielle en l'occurrence, les Industries Siderurgiques Metallurgiques, Mécaniques et Électromécaniques (ISMME), Matériaux de Construction (MCONST), Chimie Caoutchouc et Plastique (CCP), l'Industrie Agroalimentaire (IAA), Textile, Confection et Cuir (TCC) et enfin Bois Liège (BLID).

Nous observons que les différentes variables ont un comportement tendanciel similaire pour toutes les branches d'activité industrielle. L'ensemble des graphes montre aussi, que les trois variables enregistrent des pics durant la période de 2001 à 2003. Cela s'explique par le lancement du premier plan quinquennal 2001/2004, dans lequel de grands investissements ont été lancés, notamment le programme d'un million de logements et le projet de l'autoroute Est-Ouest. La réalisation de tous ces investissements nécessite des moyens matériels et humains considérables. Pour les satisfaire, l'option d'importation de matières premières ainsi que les équipements nécessaires à la réalisation de ces projets s'est imposé ainsi les besoins en termes de main d'œuvre.

La branche chimie et caoutchouc a enregistré une progression plus importante par rapport aux autres branches industrielles. Cela s'explique par la structure des produits exportés largement dominée par les produits dérivés des hydrocarbures tels que la pétrochimie.

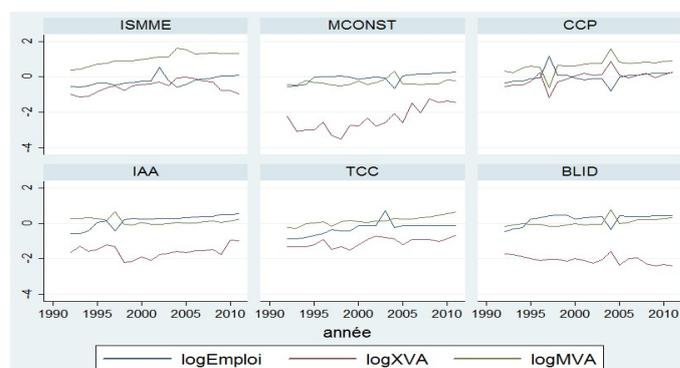


Fig. 4 Évolution comparée de la part des importations et des exportations dans la valeur ajoutée par branches d'activité industrielle de 1992 à 2011.

IV. ANALYSE EMPIRIQUE

A. Le contenu en emploi des échanges

L'application de la méthode du contenu en emploi des échanges en Algérie permet d'avoir une vue d'ensemble sur l'impact de l'ouverture de l'économie à partir des années 1990 sur la dynamique d'emploi par branches d'activité du secteur industriel.

Pour cela, nous allons appliquer la formule telle qu'elle est présentée et utilisée par Hervé Bonnans, Natalie Cortot et Dominique Nivat (1994) et Boussida (2004) ; Palméro et Roux (2010). Ces auteurs ont tenté de calculer, respectivement, le solde du contenu en emploi des échanges pour les économies française et marocaine. Pour les exportations, l'estimation est obtenue en leur appliquant le coefficient moyen de contenu en emploi de la production du secteur domestique correspondant. Ce coefficient est obtenu à partir de la formule suivante :

$$C_{it}^x = \sum_{i=1}^n X_{it} \frac{L_{it}}{Q_{it}}$$

C_{it}^x : Le contenu en emploi des exportations (en homme/année) ;

X_{it} : Les flux d'exportation du secteur i à l'année t ;

Q_{it} : La production en valeur du secteur i à l'année t ;

L_{it} : L'emploi du secteur i à l'année t .

Quant au contenu des emplois des importations, il correspond aux emplois qui seraient créés si la production des biens importés se fait sur le territoire. Sous l'hypothèse de l'homogénéité des produits, c'est-à-dire la quantité de bien importé remplace la même quantité de bien produite sur le territoire national. Le contenu des emplois des importations s'écrit :

$$C_t^m = \sum_{i=1}^n m_{it} \frac{L_{it}}{Q_{it}}$$

C_t^m : Le contenu en emploi des importations (en homme/année) ;

X_{it} : Les flux d'importation du secteur i à l'année t ;

Q_{it} : La production en valeur du secteur i à l'année t ;

L_{it} : L'emploi du secteur i à l'année t .

Les calculs du solde du contenu en emploi des échanges pour l'industrie algérienne sont représentés dans le graphe n°04. Les résultats fournis par cette méthode nous indiquent que l'accélération des échanges commerciaux dégrade la situation de l'emploi dans toutes les branches du secteur manufacturier. Cette situation défavorable peut s'expliquer par le processus de désindustrialisation enclenché depuis le début des années 1990 avec le Programme d'ajustement structurel (PAS), puis aggravée par la mise en application des accords de libre échange (UE, ZALE).

Les branches TCC et ISMME enregistrent des pertes d'emplois importantes. Cela s'explique par la fermeture des unités de fabrication et de transformation des textiles et la substitution à l'importation des produits nationaux par des produits importés de la Chine et la Turquie depuis la fin des années 1990. De même pour les autres branches, la situation évolue dans le sens négatif. En effet, la branche IAA et la branche BLPID enregistrent un solde négatif, mais il est de plus en plus faible.

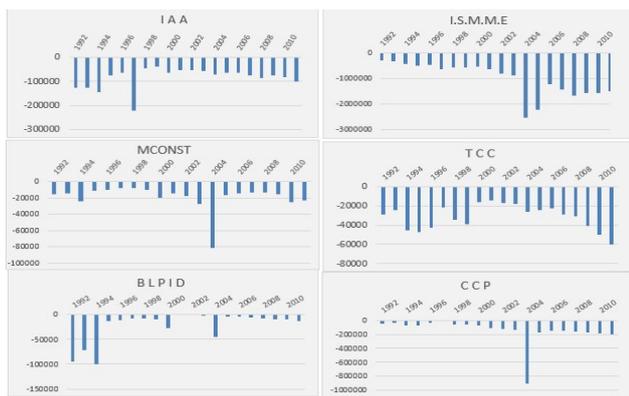


Fig. 4 Le solde du contenu en emploi des échanges par branche d'activité industrielle

B. l'analyse économétrique

Pour avoir une meilleure vision du phénomène, nous avons testé économétriquement la relation entre les échanges commerciaux dans les différentes branches du secteur industriel et l'emploi. On a estimé la variable « emploi » en fonction de deux indices du commerce extérieur à savoir ; la part des importations dans la valeur ajoutée pour chaque secteur (MVA) qui reflète le degré de pénétration des importations (Boussida, 2004 ; Palmero, 2010) et la part des exportations dans la valeur ajoutée (XVA) qui exprime l'importance des exportations dans l'économie nationale. Pour augmenter le degré explicatif du modèle, nous avons opté pour l'indice des prix à la production industrielle (IPPI).

L'équation a estimé s'écrit de la manière suivante :

$$L_t = C_t + a_1 IPPI_t + a_2 MVA_t + a_3 XVA_t + \varepsilon_t \dots (1)$$

Par rigueur économétrique, nous avons procédé à mettre toutes les variables de l'équation en logarithme afin de linéariser leurs évolutions dans le temps. Pour éviter tout problème de stationnarité des variables, on a pris les variables telles que l'emploi et l'indice des prix à la production industrielle en taux de croissance. Et pour éliminer le problème de stationnarité, nous avons procédé à la appliquer une différenciation de la série txemploi d'ordre 1

$$L_t \text{ devient : } \log(TxL_t) = C_i + a_1 \log(TxIPPI_t) + a_2 \log(MVA_t) + a_3 \log(XVA_t) + \varepsilon_t \dots (2)$$

Cette forme d'équation nous permet de connaître le sens de corrélation entre la variable à expliquer et les variables explicatives. C'est-à-dire la relation entre l'emploi et les autres variables telles que MVA, XVA et IPPI. Une corrélation positive indique qu'il y a une création nette d'emploi en relation avec l'augmentation des exportations et vice versa. Cette équation va être estimée sur des données annuelles de la période 1992 à 2011. Le choix de cette période coïncide avec la mise en œuvre de l'économie de marché.

Résultats de la régression

Table 1 : récapitulatif des résultats de la régression

	I.S.M.M.E		MCONST		CCP	I.A.A		TCC	BLID	Indus-manufact
	1	/	1	/	1	1	1	158	1	
C	13.87**		-7.67****		17.82***		-17.12****	-14.8***	4.64**	10.01***
IPPI	1.37 (2.51)		0.60** (1.68)		1.97*** (2.72)		0.28* (0.67)	-0.79** (-0.74)	0.17** (0.33)	1.02*** (1.41)
MVA	-4.21** (-2.16)	(-)	-1.63* (-1.23)	(-)	-9.05*** (-2.68)	(-)	-3.66**** (-6.66)	2.45**** (-0.89)	-2.49*** (-1.45)	-6.45*** (-2.99)
XVA	2.86*** (2.54)	(+)	-0.66*** (-2.25)	(-)	9.55*** (2.80)	(+)	3.66**** (3.23)	-0.09*** (-0.51)	2.58*** (1.90)	1.40*** (0.55)
R ²	0.71		0.50		0.62		0.81	0.79	0.58	0.61
N	20		20		20	20		20	20	20

Notes de lecture : Les T statistique sont entre parenthèses ; **** significatif à 1% ; *** significatif à 5% ; ** Significatif à 10% ; * non significatif

D'après les résultats statistiques récapitulés dans le tableau ci-dessus, le coefficient de la variable (XVA) est statistiquement

significatif à un seuil de 5% avec un signe positif pour les branches ISMME, CCP, IAA et BLID. En effet, un accroissement des exportations dans ces branches engendre un accroissement dans le stock d'emplois, par contre les branches MCONST et TCC affichent une perte d'emploi due à l'activité d'exportation, exprimée dans ce tableau par le signe négatif des coefficients. Cela peut être expliqué par deux phénomènes :

Le manque d'efficacité et de compétitivité, dans ces branches, encourage un phénomène de substitution Emploi/Capital, comme pour le cas de la branche TCC ;

L'accroissement des importations des matériaux de construction pour la réalisation d'un nombre important de projets lancés dans le cadre des deux plans de relance et d'appui à la croissance (2002/2004 et 2005/2009).

Les coefficients de la variable (MVA) sont négatifs indiquant une relation inverse entre les importations et la création d'emploi.

Nous remarquons aussi que toutes les branches du secteur manufacturier affichent une perte en équivalent d'emploi à l'importation. Ces résultats concordent avec les résultats obtenus par Boussida et Palmero, c'est-à-dire que les importations jouent un rôle destructeur d'emplois.

Pour vérifier l'effet global, nous avons estimé le modèle sur l'ensemble des branches du secteur manufacturier. Les résultats sont statistiquement significatifs avec les signes attendus. Il est à noter que, dans le modèle global, le coefficient de la variable (MVA) qui est de l'ordre de (-6.45) est plus important que le coefficient de la variable (XVA) qui est de l'ordre de (+1,4). Ce résultat s'accorde avec celui obtenu par la méthode du contenu en emploi des échanges, dont lequel nous avons conclu que l'ouverture commerciale est destructrice de l'emploi dans l'ensemble des branches du secteur manufacturier algérien durant la période étudiée.

V. CONCLUSION

Les résultats obtenus à partir de la méthode du contenu en emploi des échanges et de la méthode économétrique montrent clairement que les exportations influent positivement sur la création d'emplois, tandis que les importations le détruisent, dans toutes les branches du secteur manufacturier. Cependant, la comparaison entre le niveau de création et de destruction d'emploi, indique que l'ouverture du marché est destructrice de d'emploi durant la période étudiée. Cela s'explique par la capacité très limitée du secteur industriel à assurer une substitution aux importations.

Les résultats nous montrent également que l'Algérie n'a pas su valoriser les bienfaits théoriques potentiels de l'ouverture économique sur l'emploi. Deux phénomènes peuvent être évoqués ; en premier, la dépendance croissante aux

importations et la perte accrue des emplois dans le secteur manufacturier, sont les conséquences les plus plausibles du processus de désindustrialisation de l'économie algérienne ; en second, la spécificité de l'économie algérienne fondée sur les richesses minières (hydrocarbures) défavorise toutes tentatives de développement industriel.

VI. RÉFÉRENCES

- [1] FMI, Algérie : *questions choisies*, rapport du FMI n°12/22, 2012.
- [2] G. Borjas, J. Freeman et L. f Katz, *On the labor market effects of immigration and trade*, working paper series, n° 3761, 2006.
- [3] H. Bonnas. N. Cortot et D. Nivat, *Le contenu en emploi des échanges industriels de la France avec les pays en développement*, économie et statistique n 279-280. France, 1994.
- [4] J.M. Cardebat, *Ouverture commerce et marché de travail*, annuaire français des relations internationales, revue annuelle de l'AFRI, vol 2, 2001.
- [5] M. Zouhair, *l'impact de l'ouverture commerciale sur le marché du travail dans les pays en voie de développement : cas de la Tunisie*, thèse de doctorat, université paris est, 2010.
- [6] M. Kheladi, *l'accord d'association avec l'union européenne : un bilan critique*, université de Bejaia, 2007.
- [7] O. Corte, j. Sébastien, *Echange international et marché de travail, une revue critique des méthodes d'analyse*, revue d'économie politique, 105. 2005.
- [8] O. Cortes. S. Jean, *quel est l'impact du commerce extérieur sur la productivité et l'emploi ? Une analyse comparée des cas de la France, de l'Allemagne et des États-Unis*, document de travail numéro n°97-08, cepii. 1997.
- [9] ONS, *le premier recensement économique*, collections statistiques n° 172, 2011.
- [10] S. Boussida, *Ouverture commerciale et emploi : cas des industries manufacturières tunisiennes*, Working paper, Tunisie, 2004.
- [11] S. Palméro. N. Roux, *dynamique sectorielle et création d'emploi au Maroc*, L'Année du Maghreb, n° 06, 2010.
- [12] T. Hatzichronoglou, *l'impact de la délocalisation sur l'emploi ; problèmes de mesures et implications politiques*, OCDE, 2007.